

# Les réformes de la finance que nous voulons

un programme  
par et pour les  
[citoyen.ne.s](http://citoyen.ne.s)



**CHANGE  
FINANCE**

Dans l'UE, le lobby financier a empêché les réformes qui pourraient protéger les sociétés contre les crises financières, dans le seul but de favoriser les profits excessifs des banques, des compagnies d'assurance et des gestionnaires de fonds. En prenant de nombreux risques et en spéculant, le système financier continue d'être instable et sujet aux crises. Il aggrave le changement climatique : en finançant les combustibles fossiles bien plus que les énergies renouvelables, par ses prêts, ses actions et ses fonds d'investissement. Il contribue au creusement des inégalités : les banques et le secteur (de l'ombre) de l'investissement facilitent des profits énormes à court terme pour les actionnaires, tout en confisquant la valeur créée par l'économie, par les travailleurs et par les dépenses publiques. Les différents impacts de la finance sur la vie des gens et sur la société sont détaillés [ici](#) ou [là](#).

“La défaillance la plus périlleuse réside probablement dans la réticence à s'attaquer aux problèmes qui sont au cœur du système et qui persistent aujourd'hui. Le secteur financier, à l'origine de la crise, semble étonnamment inchangé.”

The Economist, 4 août 2018.

La coalition Change Finance appelle à une profonde **transformation du système financier**, afin qu'il soit stable, gouverné démocratiquement et au service de la justice sociale économique et écologique. Cela signifie, entre autres, que l'UE devrait prendre des mesures visant :

### **UN SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER BEAUCOUP PLUS DIVERSIFIÉ QUI NE FINANCE QUE DES ACTIVITÉS AYANT DES OBJECTIFS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DE LONG TERME :**

Le lobby financier a réussi à enterrer une proposition de loi européenne qui aurait obligé les banques à se scinder et à se diversifier, comme le demandait les citoyens. De nombreuses banques, mais aussi des gestionnaires de placements, sont toujours si grandes, interconnectées et semblables qu'elles peuvent faire tomber une économie si elles ne sont pas sauvées par les deniers publics. En outre, le lobby sape les nouvelles réglementations de l'UE sur la “finance durable”, qui rendraient les investisseurs financiers responsables des impacts négatifs sur les personnes et l'environnement (en particulier le changement climatique).

- Les réglementations de l'UE doivent transformer le secteur bancaire et financier afin qu'aucune banque ou entreprise d'investissement “trop grande pour faire faillite” ne puisse rendre le système économique instable et s'effondrer. La banque traditionnelle de détail doit être séparée des activités de banque d'investissement. Ainsi, les moyens de paiements des clients et les opérations bancaires de base seront protégés, l'épargne sera utilisée pour des activités durables et la spéculation sera fortement découragée. Les banques traditionnelles ne devraient plus être autorisées à acheter ou garantir des titres (actions ou obligations), des produits dérivés ou des matières premières, ni à prêter à des acteurs du *shadow banking*.
- Les nouvelles réglementations de l'UE doivent réorienter les prêts et les investissements vers des activités productives, à long terme, socialement et écologiquement respectueuses qui profitent aux citoyens. Des objectifs de prêt pour des secteurs économiques utiles et d'autres formes d'orientation prudente en matière de crédit peuvent être utilisés, ainsi que l'interdiction de financer des activités improductives ou nuisibles pour l'environnement. Le plan d'action de l'UE et les lois sur la “finance durable” doivent être renforcés afin d'éviter que le financement de secteurs responsables du changement climatique et des inégalités.

- Les obstacles juridiques et politiques dans l'UE doivent être levés pour créer un secteur bancaire et financier diversifié au service des citoyens. Il pourrait s'agir de banques publiques, de banques locales, de banques mutualistes et coopératives, de compagnies d'assurance, de réseaux de banques populaires, de banques et de fonds d'investissement éthiques. Les sociétés financières doivent devenir plus démocratiques en nommant des personnes qui représentent l'intérêt public au sein de leurs conseils d'administration.

### **ENCADREMENT DE TOUS LES ACTEURS FINANCIERS AFIN D'ÉLIMINER LA FINANCE SPÉCULATIVE ET LA FINANCE DE L'OMBRE :**

De façon générale, une grande partie du secteur non bancaire qui fournit des crédits et utilise des stratégies spéculatives complexes pour réaliser des bénéfices à court terme (“shadow banking”), est restée peu réglementée. Le lobbying excessif des fonds spéculatifs s'est traduit par une législation européenne très peu contraignante qui leur permet toujours d'être basés dans des paradis fiscaux, de déstabiliser les marchés financiers et de tirer des bénéfices élevés de la spéculation sur les entreprises, les prix de l'énergie et de l'alimentation, voire de pousser à la privatisation des services publics. Le lobby financier a empêché l'adoption d'une loi européenne visant à réduire les transactions boursières spéculatives automatisées en nanosecondes au moyen d'ordinateurs à grande vitesse (“trading à haute fréquence”) : elle demeure donc une activité socialement inutile et nuisible.

- La législation européenne devrait décourager et interdire certains prêts et investissements spéculatifs à court terme. Cela couvrirait la spéculation sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, le trading à haute fréquence et la titrisation des prêts, en particulier lorsqu'il s'agit d'activités liées aux fossiles et à la spéculation sur les crypto monnaies (comme le bitcoin). Les révisions législatives doivent interdire les fonds spéculatifs et autres acteurs non-bancaires qui n'investissent pas dans des entreprises ou des activités productives socialement et écologiquement bénéfiques à long terme. Ce qui reste doit être strictement réglementé et surveillé au même titre que les banques et détenir des réserves en fonds propres plus importantes. Cela devrait réduire le secteur financier et éliminer les activités financières socialement inutiles.
- La nouvelle législation de l'UE devrait instaurer que les activités financées par des prêts et des investissements soient soumises à des évaluations approfondies de l'impact environnemental, social et de gouvernance (ESG) avant, pendant et après leur période d'investissement ou de prêt.

- Les lois mettant en place le plan d'action de l'UE sur la finance durable devraient être suffisamment strictes pour éviter le *greenwashing* (par exemple, les obligations vertes, les labels écologiques) et permettre aux citoyens de contribuer à financer une transition écologique.
- L'UE devrait revoir son système de libre circulation des capitaux afin de stabiliser son système financier et monétaire. Les flux de capitaux devraient être gérés et réorientés de manière à mettre en œuvre les engagements climatiques et les objectifs du développement durable.

### UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE SUR LES DIFFÉRENTES TRANSACTIONS FINANCIÈRES, AFIN D'ORIENTER LA FINANCE VERS LES DÉFIS DE NOS SOCIÉTÉS

Le secteur financier utilise les paradis fiscaux au sein de l'UE (y compris le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni) et en dehors de l'UE pour minimiser leur imposition. Cela grève les budgets publics, mine l'intérêt général et accroît les inégalités. Lorsque certains gouvernements de l'UE ont travaillé à l'introduction d'une taxe régionale sur les transactions financières (TTF), la pression du lobby financier a été si forte que des années de revendications des organisations citoyennes ont été balayées, entraînant un gel des négociations sur la TTF.

- L'UE doit réformer la fiscalité afin que le secteur financier et toutes les entreprises paient les impôts qu'ils doivent payer.
- Des TTF doivent être introduites sur tous les marchés, produits et acteurs financiers, et non sur un nombre restreint de transactions comme c'est le cas dans les propositions actuelles. La TTF devrait encourager les investissements et les prêts à long terme en faveur d'activités socialement et écologiquement durables. Les revenus de la TTF devraient être utilisés pour faire face aux défis sociaux et environnementaux tels que le changement climatique et les inégalités, tant dans les pays européens que dans les pays en développement.
- L'UE devrait promouvoir la redistribution des richesses grâce à la fiscalité – pour réduire le recours des citoyens à des emprunts coûteux en cas de crise pour satisfaire leurs besoins essentiels, notamment en augmentant la fiscalité du capital par rapport à celle du travail.

### DES AUTORITÉS RÉGLEMENTAIRES ET FINANCIÈRES DÉMOCRATIQUES ET RESPONSABLES, QUI DONNENT LA PRIORITÉ À L'INTÉRÊT PUBLIC

Le secteur financier a activement influencé les autorités de supervision financière, les organismes de réglementation et de définition des normes, ainsi que les banques centrales par le biais de consultations orales et écrites, de groupes consultatifs, de portes tournantes, de dialogues fréquents et privilégiés, de conférences et de clubs fermés. Les superviseurs financiers, les régulateurs et les banques centrales n'ont donc pas réussi à agir dans l'intérêt public, à protéger les citoyens et à utiliser leur pouvoir pour transformer le système financier.

- La gouvernance des autorités de surveillance, des régulateurs et des banques centrales devrait changer afin qu'ils soient responsables devant tous les secteurs de la société, y compris les parlementaires. Ils devraient être responsables de leurs missions de surveillance et des objectifs de leur politique monétaire. Les superviseurs doivent soumettre leur feuille de route et leur planification (annuelle) à un vote parlementaire. Ils peuvent devenir plus représentatifs, par exemple, en incluant dans leurs organes directeurs des représentant.e.s de tous les secteurs de la société.
- Toutes les législations sectorielles de l'UE devraient préciser que le mandat des autorités de surveillance, des régulateurs et des banques centrales doit soutenir les objectifs de politique sociale et environnementale. Il s'agit notamment des conditions de travail décentes, ainsi que du prix des actifs et de tout autre objectif économique à long terme et durable. Les flux de capitaux, le crédit et la création de monnaie devraient ainsi être gérés avec prudence.
- L'UE devrait veiller à ce que les pays en développement qui accueillent des banques et autres établissements financiers de l'UE soient protégés des effets négatifs de ces acteurs. Cela implique la révision des accords commerciaux de l'UE libéralisant les services financiers dans ces pays et la mise en place d'accords de coopération entre les régulateurs du pays d'origine et d'accueil. L'UE devrait promouvoir la participation des pays en développement aux décisions financières internationales.

Pour plus d'informations sur nos exigences de réforme, cliquez [ici](#).

La **Coalition Change Finance**, qui regroupe des organisations membres à travers l'Europe, s'efforce de dénoncer et de prévenir les activités néfastes du lobby financier. Nous appelons de nos vœux un **programme de réforme de la finance** au service des citoyen.nes et qui vise la démocratie ainsi que la justice sociale, économique et écologique, notamment:

- un système bancaire et financier plus diversifié dont les financements servent des objectifs sociaux et environnementaux à long terme;
- l'encadrement du système financier afin d'éliminer la finance de l'ombre, dont la nature non réglementée présente de graves risques pour nos économies;
- une fiscalité juste sur divers types de transactions financières afin de générer des revenus pour financer les biens publics sociaux et environnementaux;
- des autorités réglementaires et financières démocratiques et responsables, qui donnent la priorité à l'intérêt public.

**Ces réformes resteront illusoirs si nous ne nous attaquons pas à l'influence excessive des lobbies financiers sur les décideurs politiques.**



[www.changefinance.org/fr](http://www.changefinance.org/fr)